

Zeitschrift: Das Rote Kreuz : offizielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes

Herausgeber: Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz

Band: 35 (1927)

Heft: 4

Artikel: L'examen médical prénuptial

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-973568>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

pflegekurse, die unter seiner Mitwirkung durchgeführt wurden. Seine Samaritertätigkeit blieb aber nicht nur für den engen Kreis seiner Heimat beschränkt. Als eifriger Besucher der jeweiligen Abgeordnetenversammlungen des Schweiz. Samariterbundes wurde er bald auch in einem größeren Kreis bekannt. Er wurde dann auch für zwei Amtsperioden als Vertreter der Zentralschweiz in den Zentralvorstand gewählt. Nun begann seine Tätigkeit außerhalb der Gemeinde Einsiedeln. Er wurde bald da-, bald dorthin gerufen als Experte bei Schlußprüfungen und Feldübungen. Ihm wurde die Leitung von kantonalen Feldübungen und solchen bei Hilfslehrrer tagungen übertragen. Sodann trachtete er danach, neue Vereine zu gründen. Unter seiner Mitwirkung entstanden die Samaritervereine Schindellegi, Wollerau, Oberägeri und Rotenthurm.

Birchler war aber nicht nur nach dieser Seite hin Samariter, sondern auch in der Tat, wenn es galt, den Leidenden oder Verunglückten zu helfen, das beweisen seine vielen Meldesfälle.

Anfang Dezember 1926 warf ihn eine heimtückische Krankheit aufs Krankenlager, von welchem er sich leider nicht mehr erheben sollte. Aber auch während seiner Krankheit interessierte er sich noch über die Tätigkeit des Samaritervereins und er hoffte immer noch, an der nächsten Vorstandssitzung teilnehmen zu können. — Unter zahlreicher Teilnahme der hiesigen Bevölkerung, des Unteroffiziersvereins und der Samaritervereine in corpore, wurden seine sterblichen Ueberreste Mittwoch den 9. März der geweihten Erde übergeben. Lebe wohl, teurer Samariterfreund, wir werden dir ein liebevolles Andenken bewahren!
S. Dechslin.

Drei wackere Kämpen sind von uns gegangen, ein jeder von ihnen ein schlichter Mann aus dem Volke, die ihr Bestes gaben im Dienste der Nächstenliebe. Wir wollen sie in gutem Andenken behalten.
Die Redaktion.

L'examen médical pré-nuptial.

Nous avons déjà abordé cette question intéressante et très actuelle l'an dernier (voir Croix-Rouge n° 7, 1926). Voyons quels progrès ont été réalisés dès lors en ce qui concerne cette mesure de précaution et d'hygiène qu'est l'examen ou le certificat médical précédant immédiatement le mariage.

Dans la plupart des pays où l'on s'est occupé de l'institution d'un examen médical avant d'autoriser les gens à se marier, on n'a pas rencontré une opposition sérieuse. En effet, les médecins de toutes les nations considèrent qu'il serait avantageux pour la société et pour les particuliers de soumettre chaque individu à un examen sanitaire périodique, comme

certaines compagnies d'assurances sur la vie le font en Amérique. Grâce à un examen annuel, par exemple, on peut arriver à dépister certaines maladies qui sont encore à leur début, on peut enrayer leurs progrès ou les guérir. Cette mesure de prudence serait particulièrement utile si elle était pratiquée immédiatement avant le mariage.

Si l'on ne fait guère d'opposition au principe, il y a de grandes divergences d'opinions quant à l'application. Faut-il imposer l'examen pré-nuptial ou simplement recommander et faciliter de tels examens?

C'est — nous l'avons dit — dans certains Etats de l'Amérique du Nord que l'examen médical pré-nuptial a été institué légalement pour la première fois. L'Etat

de Washington a promulgué une loi à cet effet, en 1919, mais il faut croire que les difficultés — et peut-être les inconvénients — de l'application de cette mesure légale et obligatoire ont été grands, puisqu'elle a été abrogée dès lors. Cependant sept autres Etats américains l'ont reprise par la suite. Ces lois ne s'appliquent qu'au sexe masculin, et, en général, obligent le candidat au mariage à exhiber un certificat constatant qu'il n'est atteint ni de tuberculose contagieuse, qu'il ne présente aucun signe d'affection vénérienne, qu'il n'est ni idiot, ni imbecile, ni aliéné.

Dans certains Etats, la déclaration médicale doit certifier encore que le sujet n'est pas épileptique ni un alcoolique invétéré. Ces certificats doivent être établis dans les quinze jours qui précèdent le mariage.

D'autres Etats — toujours en Amérique — ont été moins loin; ils n'imposent pas le certificat prénuptial, mais interdisent simplement le mariage aux sujets atteints d'une maladie vénérienne; d'autres enfin exigent que le candidat au mariage déclare sous la foi du serment qu'il n'est pas atteint d'un mal vénérien, ou encore qu'il produise — s'il a été contaminé jadis — un certificat affirmant qu'il n'est plus contagieux.

Passons en Europe. Aux pays scandinaves le mariage est interdit par la loi à toute personne atteinte d'aliénation mentale ou de syphilis à la période contagieuse. En ce qui concerne d'autres maladies transmissibles, ainsi que l'épilepsie et la lèpre, le mariage n'est autorisé que si le futur conjoint a été mis au courant de leur existence et informé des dangers qui en résultent pour lui et pour sa descendance éventuelle.

Les Etats scandinaves n'exigent pas l'examen médical prénuptial, mais se contentent d'une déclaration — faite devant

médecin — des futurs conjoints sur leur état de santé. Faites sous serment, ces déclarations ont naturellement pour effet d'éveiller les consciences au sentiment de responsabilité. En outre, elles peuvent fournir aux autorités — et dans certains cas déterminés — l'occasion d'intervenir judiciairement contre des personnes qui se seraient rendues sciemment coupables du délit de contamination.

En Turquie aussi une loi récente oblige les futurs mariés à se soumettre à un examen pratiqué par un médecin officiellement désigné.

Dans d'autres pays de notre continent le principe de l'obligation n'a été admis ni pour la présentation du candidat au mariage, ni pour le certificat d'aptitude. On a craint que des exigences trop grandes ne sauraient que faciliter les unions libres. La Hollande se contente de remettre des brochures explicatives aux fiancés; à Amsterdam on a installé en outre un bureau de consultations prénuptiales, mais celles-ci n'ont pas été rendues obligatoires. Il en est de même en Allemagne où de telles consultations fonctionnent, avec le concours des caisses-maladies, dans les villes de Berlin, de Hambourg, de Dresde, etc. En Autriche, une consultation prénuptiale a été instituée à Vienne depuis 1922; des offices semblables sont organisés en Belgique et en Italie.

En France, l'examen est recommandé, depuis bien des années, en particulier par la Société de prophylaxie sanitaire et par la Société d'eugénique.

Cette dernière a émis le vœu que le certificat prénuptial soit rendu obligatoire, et elle a proposé un article de loi conçu en ces termes:

« Tout citoyen français désirant contracter mariage, ou remariage, ne pourra être inscrit sur les registres de l'état civil que s'il est muni d'un certificat médical

daté de la veille, établissant qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse.»

Quelles que soient les mesures prises, elles présentent certainement le grand avantage de rendre les candidats au mariage attentifs à la responsabilité qu'ils encourent s'ils ne sont pas en parfaite santé; elles tendent à prévenir la maladie, à améliorer la santé.

On a obtenu de tels succès dans l'amélioration de l'agriculture et de l'horticulture; ces succès n'ont pas été moindres pour l'amélioration de certaines races animales; pourquoi n'arriverait-on pas aussi à rendre la race humaine plus forte, plus résistante et plus saine!

Tous les efforts tentés dans ce sens, pourvu qu'ils soient raisonnables, doivent nous intéresser, et il est du devoir de la Croix-Rouge d'y collaborer. Dr M^l.

Warum impft man?

Den Zeitungen war neulich zu entnehmen, daß im Kanton Baselland zwei Pockenfälle aufgetreten sind. Die betreffenden Patienten waren gegen die Pockenkrankheit nicht geimpft. Handelt es sich in diesen Fällen um Krankenkassenmitglieder, so ist anzunehmen, daß die betreffenden Kassen durch diese Krankheitsbehandlungen finanziell ziemlich stark in Mitleidenschaft gezogen werden. Sie dürfen sich wohl fragen, ob ihnen diese Ausgaben nicht erspart geblieben wären, wenn sich die betreffenden Mitglieder gegen Pocken hätten impfen lassen. Es ist augenscheinlich, daß von beiden Uebeln: die Pockenkrankheit einerseits und die nach Schutzimpfungen vereinzelt auftretende sog. Impffrankheit andererseits, das letztere nicht nur für die Finanzen der Kassen, sondern auch für die Betroffenen selbst, das kleinere ist. Wenn auch die Krankenkassen im faßsam bekannten Streit um den Impfzwang nicht

mitreden wollen, so ist es doch gut, daß sie sich in dieser sehr wichtigen Frage gelegentlich orientieren.

Auf Anregung der Krankenkasse Escher Wyß & Cie. in Zürich, welche in ihrem Betriebe die obligatorische Impfung durchführte, erstattete der Fabrikarzt, Herr Dr. Gyr, über das Impfen einen Bericht, dem wir folgende Stellen entnehmen:

Weiß unsere heutige Generation noch, was die Pocken einst waren, und was sie jetzt sind?

Die Pocken oder Blattern, lateinisch «Variola» genannt, gehören in erster Linie zu den Seuchen, die schon in den ältesten geschichtlichen Ueberlieferungen unverkennbar beschrieben worden sind. Als ihr Ursprungsland gilt das östliche Asien; namentlich in China und Indien hat die Krankheit in den ältesten Zeiten massenhafte Menschenopfer gefordert. — Nach Europa kamen die Pocken um das Jahr 600 n. Chr. Sie herrschten hier zunächst in den südlichen und östlichen Ländern; aus Deutschland liegen erst seit dem 15. Jahrhundert sichere Beobachtungen vor, ebenso aus der Schweiz. Wo sie auftraten, geschah dies „pandemisch“, d. h. alle Menschen mit nur wenig Ausnahmen wurden von ihnen ergriffen. Den Ausbreitungshöhepunkt in Deutschland erreichten sie im 17.—18. Jahrhundert, indem in Preußen rund 40 000 und im ganzen Reiche 70 000 Todesfälle in einzelnen schlimmen Jahren vorkamen. Ähnliche Verhältnisse herrschten in andern Europastaaten. — $\frac{5}{6}$ aller Menschen in Europa wurden damals von der Seuche ergriffen, wovon 400 000 starben.

Die Blattern sind eine enorm ansteckende Krankheit, für welche fast alle Menschen im höchsten Grade empfänglich sind: die weiße wie die schwarze und die gelbe Rasse, die letzern zwei noch mehr als die erstere.

Abgesehen von den „Kinderblattern“ oder „Windpocken“ (Varizellen), die eine ganz leichte Abart der Pocken darstellen, gibt es drei Pockenarten: